

Compte rendu de la CLE SAGE LOIRE EN RHONE ALPES 27 février 2015

La liste des présents est annexée (annexe 1).

Jean GILBERT ouvre cette séance en présentant les objectifs de cette réunion.

OBJECTIF DE LA RÉUNION

- Faire le bilan de l'année 2014 et prendre connaissance des perspectives 2015,
- Émettre un avis sur le projet de SDAGE et PGRI Loire Bretagne,
- Présenter la compétence « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI),
- Suite aux élections municipales, le collège des collectivités a dû procéder au remplacement de quatre membres du bureau de la CLE.

Un rappel sur le but et les enjeux d'un SAGE et d'une CLE a été réalisé en début de séance.

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Le diaporama présenté au cours de la réunion de la CLE est consultable sur le site Internet du SAGE : <http://sage.loire.fr> dans l'espace membres (Login : clé ; Code : sagelra) et la rubrique « compte rendu de la CLE ». Le diaporama permet de disposer d'une synthèse des différents éléments qui ont été présentés au cours de la CLE.

Globalement, l'année 2014 a été consacrée à :

- l'approbation du SAGE (arrêté interpréfectoral du 30 août 2014),
- la définition des modalités de mise en œuvre,
- la mise en œuvre du SAGE,
- un renouvellement partiel de la CLE suite aux élections municipales > il n'y a pas eu de réunion de CLE en 2014.

M. FRECHET demande à ce que le diagnostic présenté dans le bilan d'activités 2014 soit modifié. Ainsi, il sera précisé que le territoire connaît parfois des sécheresses sévères qui nécessitent une gestion de crise, en période estivale, et sur certains secteurs du périmètre.

En réponse à la demande de Monsieur BONARD, les avis soumis au Bureau de la CLE seront également transmis aux membres de la CLE. M. GILBERT précise, toutefois, que les remarques et avis devront être remontés uniquement par les membres du Bureau de la CLE.

L'avancé du SAGE Loire amont a été évoqué. Une version 0 de celui-ci est actuellement en phase de consultation.

Le rapport d'activités a été soumis au vote et acté à l'unanimité.

LE SDAGE Loire Bretagne

Le diaporama présenté, par Mme MENJEAUD de l'Agence de l'eau, au cours de la réunion de la CLE est consultable sur le site Internet du SAGE : <http://sage.loire.fr> dans l'espace membres (Login : clé ; Code : sagelra) et la rubrique « compte rendu de la CLE ». Le diaporama permet de disposer d'une synthèse des différents éléments qui ont été présentés au cours de la CLE.

L'élaboration du SDAGE 2016-2021 s'appuie sur un bilan du SDAGE actuel et une mise à jour de l'état des lieux. Les enjeux et les orientations de cette révision doivent intégrer les nouveaux éléments de contexte, actualiser les objectifs d'atteinte du bon état des eaux. De plus, il doit conforter la place des SAGE sans provoquer de révision injustifiée. Cette révision doit permettre de rendre plus compréhensible le SDAGE.

M. LECLERC indique qu'il est important de prendre en compte l'incidence du réchauffement climatique et ses enjeux.

Pour le territoire du SAGE, les dépenses liées à l'assainissement constituent 66 % du montant d'actions du SDAGE 2016-2021, contre 43 % sur Allier Loire amont. Cela peut s'expliquer par la présence d'agglomérations importantes sur le territoire Loire en Rhône Alpes.

M. BONARD rappelle que les systèmes d'assainissement des communes devaient être conformes aux normes pour 2005.

Pour M. SAINRAT, certaines communes ont déjà fait les travaux en ce sens et d'autres sont dans l'attente d'une autorisation et /ou de financement.

Le projet de SDAGE répond en partie aux remarques de la CLE sur les questions importantes, notamment concernant la gestion de la ressource quantitative en eau (pressions hydrologique, eau potable).

Les objectifs du SAGE Loire en Rhône Alpes sont cohérents avec ceux du projet de SDAGE Loire Bretagne, n'impliquant alors pas de révision profonde du SAGE.

Toutefois, le SDAGE Loire Bretagne apparaît complexe sur certains points, certaines dispositions étant très techniques dans leur application (calcul du taux d'étagement, du taux de fractionnement, date de remplissage des plans d'eau, prélèvement hivernaux, etc).

D'autres parts, le SDAGE apporte peu d'éléments transversaux tels que le changement climatique à l'échelle Loire Bretagne, la mise en place de la compétence GEMAPI, la prise en compte des enjeux socio-économique, etc.

Comme pour le SDAGE 2010-2015, le projet de SDAGE fixe des plans d'eau prioritaires pour la réduction des apports et transferts de phosphore, ne tenant pas compte des plans d'eau hypereutrophes de Grangent et Villerest. Il semblerait intéressant de compléter la liste initiale (2010) des plans d'eau prioritaires pour la réduction des apports et transferts de phosphore, par des plans d'eau hypereutrophes susceptibles de dégrader la qualité des eaux en aval, impactant ainsi des prélèvements eau potables, tel que les plans d'eau de Villerest et Grangent.

Un certain nombre de remarques techniques sont également être faites, concernant certaines des dispositions du SDAGE, notamment la création de nouveaux plans d'eau, la ressource quantitative, la gestion des eaux pluviales. Mme CHAVEROT soulève les difficultés financières que rencontrent certaines collectivités, et qui rendront difficile la mise en œuvre du programme de mesures du SDAGE.

M. FRECHET indique que Roannais agglomération fera, elle-même, des remarques quant au SDAGE, notamment vis à vis des déversements et de l'assainissement non collectif.

M. DENIS précise que le SDAGE est un document complexe et doit être simplifié. Celui-ci n'a pas vocation à décider à la place des SAGEs, des PLUs ou des SCOTs. Ce document fixe des objectifs qui sont impossibles à réaliser pour la Chambre d'agriculture. Il souhaite que la cohérence avec les autres pays européens soit recherchée.

Mme RIAMON indique que le Conseil régional Rhône Alpes doit, également, rendre, un avis sur le SDAGE. Cet avis sera commun à la nouvelle région : Rhône-Alpes/Auvergne. Il sera en partie similaire à l'avis émis lors de cette Commission. Les objectifs proposés doivent être ambitieux mais rester réalistes.

M. DURAND indique que les CCI émettent un avis négatif au SDAGE.

Décision :

Un avis favorable avec les remarques de l'annexe 2 est adopté à la majorité :

Les résultats du vote sont les suivants :

- 39 voix pour le projet de SDAGE,
- 5 voix contre le projet de SDAGE,
- 1 abstention.

Plan de Gestion des Risques d'Inondation Loire Bretagne

Parallèlement aux SDAGEs, les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) sont les documents de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation à l'échelle de ces mêmes grands bassins hydrographiques.

Ayant une portée juridique (compatibilité des documents d'urbanisme et des décisions dans le domaine de l'eau), ces documents sont également soumis à consultation.

Le PGRI du bassin Loire Bretagne fixe 6 objectifs relatifs à :

- À la préservation des capacités d'écoulement des crues et la préservation des zones d'expansion des crues,
- À l'organisation et l'aménagement des territoires en tenant compte du risque,
- La réduction des dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable,
- Aux ouvrages de protection contre les inondations,
- À la connaissance et la conscience du risque d'inondation,
- À la gestion de la crise.

Ces objectifs sont cohérents avec ceux du SAGE Loire en Rhône (intégrer, maîtriser et valoriser les écoulements et rejets d'eau pluviale ; gérer le risque d'inondation (mieux connaître, réduire la vulnérabilité aux inondations, préserver les zones d'expansion de crue, etc.) ; prendre en compte l'eau et les milieux aquatiques dans le développement et l'aménagement du territoire).

Certaines dispositions concernent plus spécifiquement les territoires à risque d'inondation important (TRI). Le territoire Loire en Rhône Alpes compte un secteur TRI inter-bassin (avec bassin Rhône méditerranée) : le secteur de Saint Etienne (Furan, Ondaine et Gier). Une stratégie locale de gestion des risques inondations est alors à réaliser d'ici décembre 2016.

M. DEFRANCE indique qu'un PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) d'intention sur le bassin du Gier permettra de définir les actions à mettre en œuvre. Le fonds Barnier pourrait alors être mobilisé.

Messieurs MOURAGNE et de VILLELE craignent que la problématique d'inondation soit surtout axée sur St Etienne (TRI) au détriment d'autres communes.

Mme RIAMON précise qu'un accompagnement est réalisé pour les contrats de rivière afin de résoudre la problématique des inondations.

M. DENIS exprime l'inquiétude des propriétaires quant aux champs d'expansion de crue. Il souhaiterait une réflexion sur un dispositif de fond de dédommagement en cas de sinistre. Ce point sera porté à l'avis de la CLE.

M. DEFRANCE différencie toutefois les champs d'expansion de crue des secteurs voués à être surinondés suite à des aménagements (barrage de ralentissement dynamique par exemple).

Une réflexion sur la mise en place d'un fond de dédommagement des activités dans les champs d'expansion de crue serait intéressante et pourrait faciliter leur préservation.

Décision : Un avis favorable au projet de PGRI est adopté à la majorité

Les résultats du vote sont les suivants :

- **42 voix pour le projet de PGRI,**
- **3 abstentions.**

Un avis favorable au projet de PGRI est adopté à la majorité.

PRESIDENCE DE LA CLE

J. GILBERT ne se présentant pas aux élections départementales, il n'assurera plus la présidence de la CLE. Par conséquent, il est proposé à la CLE de nommer un président intérimaire afin de suppléer la période transitoire entre l'ancien et le nouveau Président. Il est proposé que M. CHARBONNIER, Maire de St Galmier, Président du SIMA Coise et Vice-président à la CLE, assure cet intérim.

Cette proposition est validée à l'unanimité par la CLE.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU DE LA CLE POUR LE COLLÈGE DES COLLECTIVITÉS

Suite aux élections municipales de 2014, certains membres du bureau de la CLE doivent être remplacés. A savoir, Monsieur CROZET de St Etienne Métropole, Madame SARLES de Roannais agglomération, Monsieur BERNARD du SCOT centre Loire et Madame ALBOUY de l'EPL.

Aussi, quatre candidats proposent de se présenter au bureau de la CLE : M. BARNIER - Maire du Chambon et VP de SEM ; M. FRECHET -Maire de Commelle Vernay ; M. MOULIER - SCOT CENTRE LOIRE ; M. BERGER – Adjoint au maire de St Etienne et représentant l'Etablissement Public Loire

Ces 4 candidats ont été élus par le collège des collectivités puis par la CLE.

PRESENTATION DE GEMAPI

Les services de l'Etat ont présentés la compétence GEMAPI. Le diaporama présenté, par M. THOUMY de la DDT42, au cours de la réunion de la CLE est consultable sur le site Internet du SAGE : <http://sage.loire.fr> dans l'espace membres (Login : clé ; Code : sagelra) et la rubrique « compte rendu de la CLE ». Le diaporama permet de disposer d'une synthèse des différents éléments qui ont été présentés au cours de la CLE.